

Education Nationale: Les raisons de la colère!

La rentrée ne se passe pas aussi bien que ne le souhaitait notre nouveau ministre ! Les discours ne suffisent pas, il donner les moyens suffisants aux équipes sur place. Les problèmes rencontrés depuis plusieurs années dans notre académie sont malheureusement encore à l'ordre du jour et les raisons de se mobiliser sont nombreuses.

● Les classes et les établissements débordent!

En cette rentrée 2017, les lycées de notre académie ont 600 Equivalent Temps Plein en moins par rapport à 2012, le gouvernement précédent n'étant pas revenu sur les effets des 80 000 suppressions de poste du gouvernement Sarkozy. Ce n'est pas le discours du président Macron sur la baisse du nombre de fonctionnaires qui va nous rassurer ! Il faut y rajouter les DHG illégales en LP: 4000 heures volées aux élèves chaque année!

L'inclusion est une priorité ? Alors que le rectorat le prouve en donnant les moyens dans les collèges! Les effectifs explosent avec des inscriptions d'élèves allophones et ULIS dans les classes mais sans les comptabiliser! C'est un véritable abandon de l'éducation prioritaire.

Un manque criant d'AED : une création de poste pour 300 élèves cette année. Comment assurer un climat apaisé dans nos établissements?

● Des moyens de fonctionnement en baisse!

De nombreux établissements connaissent de gros problèmes de fonctionnement matériel. L'exemple du nouveau Lycée de la Plaine à St Denis, qui a ouvert sans le matériel suffisant est édifiant! Le nombre d'agents assurant l'entretien et la restauration n'est pas à la hauteur des besoins ! Ce n'est pas le budget de la Région pour la rentrée prochaine qui va nous rassurer: baisse de plus d'1 million d'euros pour les lycées publics en 2018 mais 2 millions d'euros supplémentaires pour les lycées privés sous contrat et 5 millions en plus pour les CFA !

● Suppression des CUI: un plan social qui ne dit pas son nom!

L'annonce brutale du non-renouvellement de nombreux personnels en contrats aidés va déstabiliser encore plus nos établissements. Les personnels en CUI, palliant le déficit d'embauches, sont devenus indispensables, des écoles, des collèges et des lycées se trouvent en difficulté. Nous dénonçons la solution trouvée par notre rectorat: embauche massive de services civiques. La CGT revendique une vraie formation et la titularisation de ces personnels sur des emplois statutaires.

● Attaques sur la voie professionnelle !

Le candidat Macron défendait dans son programme le versement intégral de la taxe d'apprentissage aux CFA, privant de fait les LP et SEP d'une part très importante de leur budget de fonctionnement et d'un équipement de qualité. Le discours ministériel actuel démontre que cette idée est toujours à l'ordre du jour. C'est tout simplement la mise à mort d'une voie professionnelle de qualité et ambitieuse.

● Non-titulaires mais pas sans droits!

Ce début d'année est marqué par une première victoire pour les non-titulaires de l'académie: les CDI sont payés à 100%, temps complet ou temps partiels imposés. Attention, ne nous trompons pas ! Ceci n'est pas un cadeau du rectorat, c'est une application stricte de la réglementation. En effet, notre rectorat ne s'embarasse pas avec le respect des droits des non-titulaires ! Encore aujourd'hui nous dénonçons les contrats payés à 70% dans le cadre des promesses d'embauche, les affectations tardives et cahotiques, les retards dans les signatures des contrats et le paiement des salaires...

Profitons de la journée unitaire du mardi 10 octobre pour faire entendre notre colère!

JOURNÉE UNITAIRE DE GRÈVE Le 10 octobre dans la Fonction Publique